

2012 /...

L'Humain d'abord

L'émancipation humaine en tête

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 930

8 mars 2012

prix: 0,70 €



■ Europe

La troïka combine sur le dos des peuples

P 2

■ Législatives

Les candidats du Front de Gauche rebaptisent la place royale de Nantes en Place au Peuple

P 3

■ 8 mars

Pas de filles hors jeu

P 5

■ Lecture

Qui sont les nouveaux prolétaires

P 6

■ Numérique

Véronique Mahé, conseillère régionale explique comment la région relève le défi de la fracture numérique en équipant les lycéens



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Regrets



Sarkozy, il y a quelques jours s'excusait presque d'être entré au Fouquet's en 2007 après son élection à la présidence. Ce sont là de plates excuses, qui ne feront oublier à personne qu'il fut le président des riches ! Comme c'est un peu tard aujourd'hui pour s'indigner des salaires mirobolants et autres retraites chapeau des grands patrons, il n'aura rien fait pendant cinq ans que d'épargner ses amis les plus riches.

Patron voyou

Dernière victime en date du cynisme des entrepreneurs libéraux l'usine de tissu industriel Albany détenue par un fond de pension américain. Au tableau de chasse des patrons voyous qui ont désertés l'entreprise : **134 salariés dont le travail avait rapporté 4 millions d'euros en 2011 !** Merci, Mr Sarkozy d'avoir su moraliser le capitalisme en cinq ans d'exercice du pouvoir !!!

Patron voyeur

Le géant du meuble en bois facile à monter chez soi serait aussi le pro du renseignement. En effet l'entreprise avide d'informations sur ses salariés les moins dociles n'aurait pas hésité à sous-traiter à une entreprise de sécurité le soin de vérifier toutes inscriptions de ses collaborateurs dans les fichiers de la police. En outre, il n'est pas possible de travailler chez Ikéa si l'on a passé un séjour au placard, un comble !

Patron fraudeur

Un autre géant, celui du pneumatique, le clermontois Michelin, est quant à lui **souçonné de fraude à la sécurité sociale !** Le roi de la gomme aurait dissimulé les arrêts-maladie de ses employés. Pour exemple à Cholet aucun arrêt maladie n'aurait été déclaré en 2010. Une manière pour Bibendum de cacher la réalité des accidents du travail et d'éviter de payer des amendes !

Lunettes déformantes

Le président-candidat Sarkozy a une vision assez déformée de la réalité. Sur le plan scolaire alors qu'il prétend que l'éducation nationale a perdu plus de 400000 élèves en 10 ans, le chiffre exact est en fait de 149000 élèves !!! Pas facile de s'arranger avec la vérité pour mener une **politique insoutenable de réduction des effectifs.**

Et charcutage en règle

Comme il faut faire plus avec moins d'enseignants le candidat de l'UMP leur propose de « travailler plus pour gagner plus ». Voilà qu'il nous refait le coup de 2007, c'est donc encore le signe d'une saignée et d'une réduction des moyens dans l'éducation nationale.

Point de vue

Par Jérôme TURMEAU

Nous sommes désormais à 45 jours du premier tour de l'élection présidentielle. 45 jours cruciaux, non seulement pour chasser Sarkozy, l'UMP et le Medef de leur tour d'ivoire, mais bien plus, 45 jours et 56 supplémentaires pour **faire progresser dans l'opinion, les idées défendues par tous nos candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives.**

Le succès de notre campagne collective -l'engagement des communistes dans celle-ci- montre que les propositions que nous formulons sont entendues, qu'elles suscitent un intérêt dans la population et singulièrement à gauche. Cela nous le constatons chaque jours dans nos pratiques militantes de par les rencontres que nous faisons.

« Continuons à mobiliser largement autour de nous »

C'est ce succès qui fera bouger le curseur à gauche, **alors continuons à mobiliser largement autour de nous.**

Nous pouvons par ailleurs sentir cette volonté de mettre fin aux politiques actuelles qui sévissent partout en Europe avec pour seul phare dans la tempête : l'austérité. Le 29 février dernier tous les syndicats européens appelaient ensemble à la mobilisation. Messieurs et Mesdames les candidat(e)s sachez entendre leur colère qui n'est qu'une

détermination à vivre mieux.

Vivre mieux, vivre ensemble, ce ne sont pas les préoccupations d'une droite réactionnaire qui s'est évertuée au contraire à exacerber les différences et à monter les citoyens les uns contre les autres. Aujourd'hui, le 8 mars, nous pouvons bien nous demander ce qu'a fait Sarkozy pour faire progresser le droit à l'égalité entre hommes et Femmes! Ne cherchons pas, il n'y a rien à trouver.

La seule motivation de l'UMP et de son chef ont été de faire gagner plus à ceux qui avaient déjà plus. Si bien que les problèmes d'égalité Homme/Femme, ou encore d'égalité entre les couples hétérosexuels et homosexuels ou encore les problèmes de discrimination quels qu'ils soient dont souffre une partie de nos concitoyens, le président-candidat n'en a cure.

Il nous reste donc une seule solution, le mettre dehors et **faire entrer dans toutes les institutions une large majorité d'élue(s) progressistes.** Pour cela, menons campagne vers toutes et tous, sans exclusive et donnons nous rendez-vous le 18 mars prochain pour reprendre la Bastille.

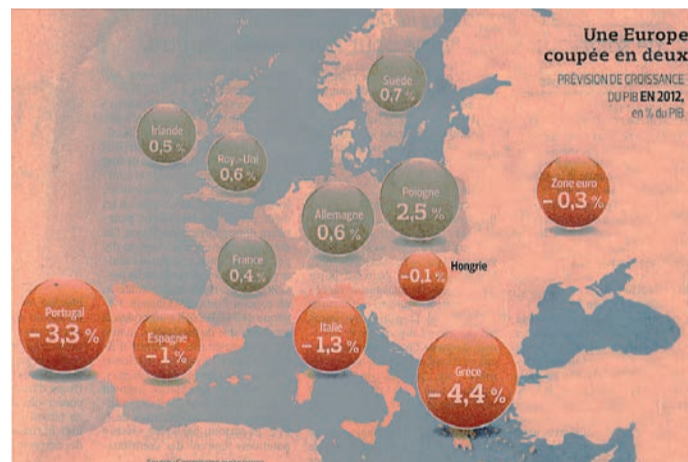


■ Les « combinaison » de la troïka... sur le dos de peuples.

Réunis à Mexico les 25 et 26 Février les **ministres des finances du G20** ont discuté des réserves que réclame le fonds monétaire international. (Mme LAGARDE et les américains). **La dépression économique s'installe pour l'année 2012, il faut envisager les risques :** la zone euro et les pays périphériques d'Europe orientale, plus les économies fragiles sur les autres continents. **Au total 2000 milliards de \$ pour éteindre les incendies susceptibles de se déclarer.** On a beau être ultra libéral et croire au marché...Gouverner c'est prévoir un minimum !

Le FMI et la zone euro peuvent mobiliser 1000 milliards \$. **Le compte n'y est pas.** Un effort

supplémentaire de 500 milliards de \$ est demandé aux européens, jugés riches et responsables de la crise de la dette. Reste 500 milliards pour le reste du monde. **Commence alors le marchandage sur le dos des peuples. L'oligarchie européenne considère faire sa part du sale boulot :** elle réduit les déficits, construit un pare-feu de 550 milliards d'euros- le FESF (Fonds européen de stabilité financière) et bientôt le Mécanisme européen de stabilité (MES), recapitalise les banques. **Et maintenant « donnant donnant » !** Sur la table, la zone euro propose 150 milliards de \$ de plus...**si le FMI donne plus** pour le 2ème plan pour la Grèce, **personne ne pouvant certifier qu'il suffira jusqu'aux élections d'Avril à Athènes.** Le FMI considère avoir versé sa part. **Déjà un 3ème plan d'austérité n'est pas exclu, car**



pour la 5ème année consécutive la croissance est négative et le peuple grec n'en peut plus ! La zone euro devrait porter courant Mars son pare-feu financier à 750 milliards d'euros...soit l'équivalent du coût de la dernière guerre en Irak ! **Les enjeux sont désormais au-delà de la rationalité économique, ils sont politiques,** entre l'impasse et les risques de contagion. D'autant que **les peuples sont déterminés à se faire**

entendre comme l'a montré la journée européenne d'action du 29. Plus que jamais l'exigence de démocratie est à l'ordre du jour. **Déjà l'Irlande annonce la tenue d'un référendum sur le traité Sarkozy.** En France cet objectif doit grandir dans le plus grand rassemblement pour faire barrage aux prétentions austéritaires de l'ultra-libéralisme. **Notre pendule est-elle bien à l'heure du printemps qui doit naître ?**

De vous à moi...

En campagne électorale l'image c'est important, très important, voir essentiel.

Prenons un candidat au hasard : N.S. Le candidat N.S. partout où il va prend bien soin d'être tout beau devant les caméras. Tout beau et tout sourire. Seulement s'il est facile pour N.S. de se maîtriser lui-même (quoique), il lui est tout de même plus difficile de maîtriser le décor. En témoigne l'accueil plutôt rugueux dont il a été victime (qui sème le vent...) il y a près d'une semaine à Bayonne, reprochant au

candidat socialiste d'échauffer « les esprits de la base » en "annonçant l'épuration" dans les services de l'Etat. S'il y a bien quelque chose que N.S. échauffe à la base c'est bien la colère populaire ! Mais, ne vous faites pas trop de tracas pour lui, en général, N.S. sait maîtriser les foules pour s'assurer un joli décor façon Bisounours. Pour preuve, en déplacement à Laval dans le Tarn le président s'était fait préparer un accueil tout en douceur. En effet des enfants d'une

dizaine d'année l'attendaient en scandant haut et fort son nom et en agitant des petits drapeaux bleu, blanc, rouge, sur son passage. Le hic c'est qu'un certain nombre de parents ne savaient pas que leurs enfants seraient des supporteurs de N.S, supporteur d'un jour qu'on avait bien pris soin de briffer en leur disant que N.S. donnerait plein de sous à la commune et qu'il fallait l'encourager !!! Si N.S sait maîtriser les petits enfants, il a cependant du mal avec les grands, bien lui en fasse !!!

**VITE LU
VITE DIT**

Posture verte

A Nantes les élus UMP Sophie Van Goethem et Julien Bainvel sont particulièrement excédés par les prétendus gaspillages de papier en Mairie de Nantes (voir PO du 2 mars). Les pauvres, **quelle doit être leur horreur et leur réprobation devant les 21 millions de tracts tirés par l'UMP** (OF du même jour) pour la campagne présidentielle. Tout ce papier (21 millions de tracts tout de même) qui finiront dans les poubelles des français, quel gâchis.

Les fameuses baskets de la droite

Prenant la parole au meeting de l'UMP, le député maire de Pornic, Philippe Boënnec, a appelé les militants à « **enlever chaussons et pantoufles, et à enfiler les baskets** » pour aller faire campagne. Quant on voit l'accueil réservé à Sarkozy à Bayonne (voir le De vous à Moi), le président aurait bien besoin lui aussi de bonnes paires de baskets pour fuir la colère des français victimes de la politique anti-sociale de la droite !

Mesurettes

Si vous étiez élu, quelle serait votre première mesure symbolique de rupture avec le précédent mandat (à Nantes Métropole)? Cette question était posée à Laurent Dejoie dans un quotidien régional. La réponse ne se fit pas attendre. « Je proposerais aux 24 maires de l'agglomération, de tenir un conseil communautaire à tour de rôle dans chaque commune ». **Et quid de la politique de développement de la métropole, du transport, de l'emploi, de la solidarité ? Ce ne sont que de menus sujets pour le représentant de la droite locale me direz-vous !**

Place au peuple



Les candidats du Front de Gauche aux législatives prennent la place

Le 3 mars dernier, les organisations membres du Front de Gauche en Loire-Atlantique (GU-PCF-PG) investissent la Place royale pour la rebaptiser en « PLACE AU PEUPLE ».

Près de 150 militants des trois organisations s'étaient donnés rendez-vous dès 14 heures après la manifestation unitaire contre le démantèlement du service public d'éducation nationale pour outre rebaptiser la place royale, mais aussi, présenter les candidats (voir ci-contre) et faire entendre quelques-unes des priorités pour redonner toute sa place au peuple.

Une plaque symbolique : « PLACE AU PEUPLE », a été déposée sur la fon-

taine centrale de la place, entourée de drapeaux rouges. Les militants et leurs candidats bien décidés à montrer leur ras le bol de 10 ans de politique libérale menée par la droite ont surtout défendu fièrement leur rassemblement et leurs propositions. Comme le rappellerait Aymeric Seassau pour le PCF, « Nos candidats sont les candidats anti-Le Pen, ce sont les premiers artisans de la défaite de la droite et les chevilles ouvrières de la majorité de gauche nouvelle et courageuse dont le pays a besoin ». Dans ce contexte difficile pour une droite en échec, le secrétaire départemental du PCF fera remarquer que la gauche est en mesure de l'emporter restera-t-il, aux hommes et aux femmes de gauche de nous donner « la force de gagner une majorité de progrès social qui tourne le dos à la rigueur ». Et, assurera-t-il nous pouvons « faire triompher à nou-

veau la gauche des valeurs, celle de l'augmentation des salaires et de la retraite à 60 ans à taux plein, celle des services publics et de la protection sociale pour tous, celle du développement économique et social, de la paix et des libertés ». C'est ce que clamera une sans-culotte dominant de la voix pour égrainer quelques-unes des propositions du Front de Gauche : de l'urgence de donner le pouvoir au peuple et aux salariés de ce pays, en passant par la création d'un pôle public financier, à celle d'une volonté de donner les moyens à l'école publique, à l'exigence de salaires décentés en passant par la retraite à 60 ans, ou encore l'égalité homme, femme... Comme elle le conclura : « La France doit parler d'une voix forte au service de la paix, des libertés, du progrès démocratique et social. Faire place au peuple tout simplement ».

Vos candidats du Front de Gauche aux Législatives

1ère circonscription :

-Aymeric SEASSAU, 34 ans, secrétaire départemental du PCF, conseiller régional
-Nathalie Blin, 48 ans, syndicaliste ouvrière

2ème circonscription :

-Eliana Delisante, 42 ans, chargée de communication - PG
-Guy Croupy, 52 ans, responsable d'activités sociales - PG

3ème circonscription :

-Marie Annick Benâtre, 57 ans, chargée de mission, conseillère municipale de Nantes - PCF
-Sandrine Fleurimont, 47 ans, chargée de communication, adjointe au Maire de St-Herblain - PCF

4ème circonscription :

-Mireille Pernot, 53 ans, fonctionnaire territoriale - PCF
-Bernard Couret, 54 ans, salarié du privé - GU

5ème circonscription :

-Françoise Thibaud Meslé, 61, salariée au chômage - PG
-Teddy Francisot, 25 ans, étudiant en droit - GU

6ème circonscription :

-Laurent David, 51 ans, conducteur de car, conseiller municipal à Guémené-Penfao - PG
-Jean-Luc Plumelet, 59 ans, retraité - PCF

7ème circonscription :

-Véronique Mahé, 50 ans, secrétaire médicale, conseillère régionale et conseillère municipale de St-Joachim - PCF
-Briac Lelièvre, 29 ans, marin au commerce - PG

8ème circonscription :

-Yvon Renevot, 40 ans, enseignant - PCF
-Sabine Mahé, 42 ans, Maire de Trignac - PCF

9ème circonscription :

-Gauthier Lorthiois, 24 ans, adjoint administratif - PCF
-Chloé Paint, 23 ans, serveuse

10ème circonscription :

-Pedro Maia, 33 ans, employé - PCF
-Patrick Dubreil, 46 ans, médecin généraliste - GU

RFS Trignac en grève

RFS (radio frequency system) est une multinationale spécialisée dans la conception et construction d'équipements de communication à radio fréquence (antennes, émetteurs...). Cette entreprise déployée sur tous les continents du globe et dans un secteur plus que porteur avec notamment trois usines en France à Lannion, Pacy-sur-Eure, et Trignac a décidé dernièrement le gel des salaires.

Votée il y a plus d'une semaine maintenant, la poursuite du débrayage, deux heures par secteur et par jour, a bien eu lieu dès le 13 Février au matin chez

RFS, à Trignac. Sur les 117 salariés, 70 % sont en grève tournante chez RFS Alcatel qui produit des antennes paraboliques pour la télévision et l'hertzien. Les salariés refusent le « **gel des salaires décidé au plus haut niveau du groupe Alcatel, dans le cadre des négociations salariales annuelles** ». Et ce, alors même que le site de Trignac est une des deux seules unités de production en France « **donc avec des salaires nettement inférieurs aux autres filiales qui ne comptent pratiquement que des ingénieurs** » rappelle Patrice Marion, délégué CGT. Depuis le début de la mobilisation ils sont dans l'action « **la moins pénalisante financièrement pour eux,**



pour pouvoir tenir dans la durée, et face à une direction qui refuse toute avancée. »

Ils ont par ailleurs reçu le soutien de plusieurs représentants de l'union

locale CGT et de Sabine Mahé, maire de Trignac, qui est venue les rencontrer, ainsi qu'Alain Manara, secrétaire départemental de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie.

Le dossier.

2012/ L'Humain d'abord !

La République proclame l'égalité des citoyens.

Parole de candidat-e

Le Front des luttes

La laïcité – pilier de la république



Sarkozy et sa clique promeuvent une conception **passive** de la laïcité, pire un outil au service des religions. Pour eux, la laïcité serait avant une tolérance de liberté de culte. Prétendre aujourd'hui que la vertu unique de la laïcité est la garantie de culte s'apparente pour moi au révisionnisme historique. La laïcité est toute autre. C'est un principe **actif**, porteur de droits inaliénables. Elle instaure la séparation pour toujours des pouvoirs républicains et religieux. Elle donne la suprématie à la citoyenneté, assise sur le respect de la liberté de conscience de chacun et non pas à une « civilisation » ou religion prétendue supérieure. La laïcité, c'est dire qu'aucun dogme moral ne s'impose au collectif, que la conviction religieuse est affaire privée, et que l'affirmation du précepte de liberté garantit le droit à chacun de penser et pratiquer ou non le culte de son choix, et qu'en aucun cas, la république est engagée par ce choix.

Faire vivre la laïcité impose alors des devoirs à la république. Le plus impérieux est sans doute l'accès de chacun à l'École républicaine, publique, laïque et obligatoire dès l'âge de 3 ans. **Elle est en effet la seule école « libre », car libérée de tout dogme qu'il soit religieux ou marchand !**

Mireille PERNOT, candidate PCF/FDG sur la 4ème circonscription.

Nos attentes sont grandes pour une politique respectueuse des droits de toutes et tous à une existence digne.

Tous les jours, les faits montrent que la frontière entre la droite et l'extrême droite est pratiquement abolie. Mesures anti-sociales, discriminations, exclusions aggravent de plus en plus la précarité des conditions de vie, de travail, des populations les plus pauvres. Contre cette politique, le MRAP réaffirme ses revendications fondamentales, dans les champs d'action qui sont les siens : lutte contre le racisme et toutes les discriminations.

Egalité des droits entre Français, citoyens européens ou résidents de pays tiers : tous ceux qui vivent et travaillent ensemble doivent participer à la même vie sociale et politique. Tous ont des revendications et des intérêts communs en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins, au logement. Ceci implique l'égalité de traitement de tous les salariés, français ou étrangers, avec un contrat de travail conforme aux normes du Code du Travail français. Ceci implique aussi le droit de vote des résidents étrangers à toutes les élections en France.

Les lois sur l'immigration, de plus en plus répressives, doivent être abrogées. Nous devons exiger : le respect absolu du Droit d'Asile, la régularisation de tous les sans papiers, la protection des étrangers malades contre tout renvoi forcé vers un pays où ils ne peuvent bénéficier d'une garantie absolue de soins, la fermeture des Centre de Rétention Administratifs qui sont de véritables prisons pour étrangers.

Le MRAP soutient les Gens du Voyage dans leur lutte contre un statut discriminatoire, pour un accès réel à leurs droits sociaux et civiques, et le libre choix de leur mode de vie (itinérance, habitat adapté). **Il demande l'abrogation des mesures transitoires qui limitent, jusqu'en 2014, l'accès à un travail salarié pour les Roms de Roumanie et Bulgarie,** les privant de toute possibilité de sortir de la misère.

Françoise THOUMAS, Présidente du Comité de Nantes du MRAP

Il y a urgence à innover pour construire une démocratie, une République en phase avec les besoins du monde.

La République avait proclamé l'égalité des citoyens or aujourd'hui chaque « réforme » fait reculer les droits sociaux, les services publics. Alors que la France est plus riche qu'il y a vingt ans, chômage, exclusions, inégalités, discriminations rongent notre société.

Travailler, se nourrir, se loger, se soigner, accéder à l'éducation et à la culture, ces droits fondamentaux ne sont plus des réalités. La crise économique et sociale renforce les mécanismes d'exclusion et de discrimination. Les femmes écartées dès l'origine de la démocratie française ont à se battre pour une réelle représentation politique, ont à lutter contre les discriminations sociales et professionnelles et

contre les violences persistantes qui les frappent.

Une grande partie de la jeunesse voit aussi ses droits contestés : difficultés du droit à l'éducation, face à l'emploi : portes closes ou précarité et est souvent désignée comme nouvelle classe dangereuse.

Les résidents étrangers non communautaires installés depuis longtemps en France n'ont toujours pas le droit de vote.

La République ne peut être viable sans égalité entre hommes et femmes dans les institutions et dans la vie sociale. Elle ne sera durable qu'en faisant place à la jeunesse et à ses préoccupations. Elle n'est fraternelle qu'en étant juste.

Rien ne nous condamne à subir l'injustice, à craindre l'avenir, à nous méfier les uns des autres. La démocratie est d'abord forte de l'engagement des citoyennes et des citoyens, de leur volonté de se faire entendre et de participer à l'élaboration d'une société solidaire. Les élections prochaines nous en donneront une nouvelle occasion.

Michelle HAZEBROUCK, militante associative.



Demandez le programme !

FDG : une politique qui combat les inégalités

Les conséquences sociales, économiques, culturelles de la crise financière d'une part, les politiques d'austérité et de régression sociale menée par Sarkozy contre les salaires, les retraites, les services publics d'autre part accroissent les inégalités.

Cette crise du système capitaliste et ses conséquences s'ajoutent – pour en renforcer les effets – aux rapports sociaux de domination, en particulier les rapports hommes - femmes, et font exploser les inégalités existantes liées à l'oppression spécifique des femmes. En voulant faire payer aux peuples leur crise par des politiques de super austérité avec des coupes massives dans les dépenses publiques, le secteur public et social subira de très fortes dégradations aux conséquences dramatiques pour les conditions de vie des femmes dont la présence est dominante à la fois comme salariées et comme usagères.

L'égalité des droits femmes – hommes et la lutte contre le patriarcat sont une dimension incontournable de toute perspective d'émancipation. Cette perspective appelle une gauche de transformation sociale à la hauteur de l'enjeu de société, résolument subversif, une gauche qui remette en cause les représentations sexuées et sexistes ainsi que les processus normatifs d'intégration sociale et professionnelle – qui excluent largement les femmes de la vie politique –, une gauche qui place la logique du service public de la naissance à la fin de vie au cœur de sa vision stratégique de transformation sociale, qui lutte contre la marchandisation du corps des femmes, la banalisation des violences qui leur sont faites,

la remise en cause du droit à disposer de son corps, notamment du droit à l'avortement, une gauche qui endigue la précarisation du travail et les sous salaires dont les femmes sont les principales victimes. Enfin, une gauche qui prenne en compte les évolutions de la société et notamment les problématiques liées à la perte d'autonomie, enjeu qui concerne majoritairement les femmes et leur place dans la société.

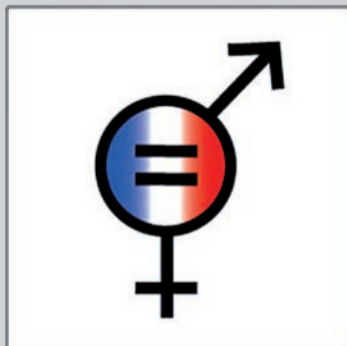
Les femmes représentent plus de la moitié de l'Humanité et l'oppression qu'elles subissent

toujours et encore s'exerce tant dans leur vie privée que dans leur vie publique. Le champ d'action est immense – économique, culturel, symbolique – et il est plus que temps de s'engager pour que la lutte des femmes pour des droits égaux soit un élément clé des enjeux politiques.

Diviser pour mieux régner.

Les grands de ce monde, les dignitaires du CAC 40, la bande du Fouquet's, et leurs porte-paroles politiques manient la mise en concurrence avec délectation. **Quand le gouvernement UMP cherche à nous faire avaler que le chômage, le déficit de la sécu, la crise du logement ou de l'école, c'est la faute « au rebeu du dessous, au black d'en face ou au rom d'à côté... », les riches se gaussent. L'essentiel est préservé : leurs privilèges.**

Ils veulent casser dans les consciences, les solidarités des salarié-e-s, l'attachement aux principes républicains d'égalité des Droits. Face au déferlement médiatique, au prêt-à-penser xénophobe de Guéant, au racisme de Le Pen, la facilité serait de faire profil bas. Nous refusons ce piège parce que pour nous les Droits de l'Homme n'ont pas de couleur, pas de frontière. **Liberté, égalité, Fraternité : il n'y a pas d'arrangement, pas de dérogation.**



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

NON aux expulsions !

Le 15 mars marque la fin de la trêve hivernale. Les expulsions sans relèvement vont reprendre, jetant des milliers de familles à la rue. Face à cette pratique intolérable, un rassemblement unitaire se tiendra vendredi 9 mars, place du Change à Nantes, qui sera rebaptisée place : « Un toit pour tous » ! Premiers signataires : CIMADE, GASPROM, LDH, CNL, CSF, DAL, MRAP, Logis St Jean, FNARS, Indecosa Cgt ... avec le soutien de PCF, PS, NPA.

Faire justice !

Le Collectif contre les violences policières et le CODELIB Cgt, FCPE, FSU, LDH, Solidaires, SEN et UNEF ont appelé à un rassemblement unitaire le 7 mars devant le palais de justice de Nantes. S'y déroulait le procès du policier auteur du tir de flashball ayant entraîné la mutilation d'un lycéen, Pierre, mineur au moment des faits, lors d'une manifestation pacifique contre la loi LRU (Liberté et Responsabilité des Universités) le 27 novembre 2007 devant le rectorat de Nantes. Sans la ténacité de la famille, sans le mouvement général de soutien face au mur d'obstacles érigé pour faire droit à la victime, ce procès n'aurait pu avoir lieu.

Patrons de combat

Depuis le rachat de la Seita par le groupe anglais Imperial Tobacco, les pressions sur les délégués Cgt (majoritaire) s'accroissent jusqu'à des attaques individuelles et mensongères. Ainsi, 3 salariés (dont 1 délégué Cgt) ont reçu une mise à pied d'une journée, et 2 autres (dont 1 délégué Cgt) étaient convoqués en entretien disciplinaire les 6 et 7 mars pour des sanctions plus lourdes. Ils sont accusés d'entrave au travail sur la base de faux témoignages d'un cadre. En fait ils venaient constater dans les ateliers l'abus d'emploi de salariés intérimaires pendant une réunion syndicale des personnels et en remplacement de grévistes (mouvement du 18 janvier). Un rassemblement pour les soutenir avait lieu le 7 mars devant l'usine.

Droit à l'énergie pour tous

Avec une demande d'énergie et un prix ne cessant d'augmenter, 3.800.000 foyers sont aujourd'hui considérés en situation de précarité énergétique. Alors que 2 millions de foyers seraient éligibles aux tarifs sociaux, à ce jour seuls 650.000 en bénéficient. Or, des annonces prévoient d'ici 4 ans des augmentations à hauteur de 30%, faisant déjà suite à une hausse de 7% du tarif électricité et de 23% du tarif gaz depuis juillet 2010. Dans le même temps, les entreprises du secteur de l'énergie enregistrent des profits records, avec en tête EDF triplant son bénéfice, GDF faisant un chiffre d'affaires de 90,7 milliards pour un bénéfice net ajusté de 3,68 milliards d'euros, et TOTAL enfin empochant un confortable bénéfice de 12 milliards d'euros. Comment admettre que ces mêmes patrons du CAC 40 s'octroient des augmentations de salaires en moyenne de 36%, alors qu'un nombre croissant d'usagers sont privés, à un coût abordable, d'une énergie essentielle ?

76 %

des français citent la lutte contre le chômage comme priorité numéro un, selon un sondage ifop

Référendum !!!



Ainsi, les dirigeants de 25 des 27 pays de l'Union européenne ont signé à Bruxelles le 2 mars, le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire » (TSCG). Ce ne sera pas un traité de l'UE, mais un accord entre Etats, le Royaume-Uni et la République tchèque, non membres de la zone euro, refusant de signer. Ce traité censé « ramener l'euro dans des eaux calmes », aura surtout des effets délétères pour l'économie, et le modèle social européen, en brisant la dépense publique. Une règle d'or, inscrite dans chaque législation nationale, « si possible à un niveau constitutionnel » liera les mains de tout gouvernement futur. Poussant à contracter les dépenses publiques, ce document pèsera sur la consommation dans chacun des Etats, donc sur la croissance. En Grèce cette politique conduit déjà à la catastrophe, avec l'effondrement de la production industrielle et des services, et un chômage de 22%. « **Vous aurez-tous à convaincre vos parlements** », a conclu Van Rompuy, qui a du prendre en compte l'annonce du 1er ministre irlandais de ratifier le texte par référendum, en ajoutant : « et vos électeurs ». Les syndicats européens, ont bien eu raison de mobiliser à la veille du sommet ! Ainsi 3000 manifestants à Nantes, autant à Saint Nazaire, ont clamé haut et fort leur refus du coup de force. Tout n'est pas joué ! En France la mobilisation intersyndicale et la fermeté des députés FDG ont fait bouger les lignes au sein de la gauche. Vote sur le Mécanisme européen de stabilité (MES), à l'assemblée : 261 pour (250 UMP, 11 Nouveau centre), 44 contre (20 PS, 18 FDG et 6 non inscrits), 133 abstentions (2 UMP, 130 PS, 1 non inscrit). Les 3 députés Modem (dont BAYROU) étaient courageusement absents. Au sénat : le PS s'est majoritairement abstenu (138). Le MES a donc été adopté par l'UMP, les centristes et 2 EELV. 35 élus ont voté contre (21 PC, 8 EELV et 3 PS). Dans les minutes suivant la ratification européenne JL Mélenchon a rappelé que « **dans l'immédiat, la signature de la France est engagée, mais le traité n'est pas ratifié** », appelant donc à un référendum.

Refonder l'école républicaine

Construire une école émancipatrice qui permette l'élévation pour toutes et tous du niveau des savoirs acquis et des qualifications reconnues. Une école publique, laïque et gratuite, y compris pour le soutien scolaire. Un droit à la scolarité dès 2 ans et une scolarité obligatoire de 3 à 18 ans, des pédagogies adaptées à chacune et chacun, des moyens pour l'orientation, l'augmentation de 50% de l'investissement de l'Etat dans l'enseignement public professionnel et une carte des formations ambitieuses dans le respect du choix des parcours. Autant de propositions du Front de Gauche qu'ont débattu les 33 participants à une Assemblée citoyenne organisée à Rezé sur l'école. Débat mais aussi exigences, notamment d'intégrer au programme « l'Humain d'abord » l'abandon de Base élèves et du Livret individuel de compétences, outils de flitage et fichage tout au long de la vie.

Et pour donner corps à l'affirmation « de la rue aux urnes », un tract a été distribué dès la semaine suivante à la porte de toutes les écoles pour appeler à manifester. En effet, enseignants et parents d'élèves, mais aussi citoyens conscients du rôle essentiel de l'école, se sont rassemblés samedi 3 mars devant la Préfecture avant de défilé, pour dénoncer les saignées d'effectifs et fermetures de classes encore annoncées pour la rentrée 2012 ! Le gouvernement Sarkozy aura supprimé 100 000 postes sur les 5 ans.

Il est temps d'en changer. De changer de ministre aussi !

Né aux Etats-Unis, doté d'un DESS de marketing avant d'embaucher au groupe l'Oréal, Luc Chatel fait carrière ensuite au sein de l'UMP. Un CV idéal pour gérer l'Education Nationale !...



Pas de filles hors-jeu !

Le droit à la pratique sportive est constitutif des grands combats féministes, car il participe du droit fondamental des femmes à disposer de leur corps. Ceux qui, de par le monde, veulent écarter les femmes des terrains de sport sont ceux qui veulent les bâillonner, tentant de les reléguer à un statut subalterne dans la société. A cet égard, le CIO doit cesser d'apporter sa caution aux jeux internationaux de la ségrégation organisés par Téhéran pour les femmes. **Mais la télévision française pratique aussi la discrimination.** Le sport masculin y tient une place importante voire exclusive. A travers une campagne intitulée «Pas de filles hors-jeu !»,

Femmes Solidaires affirme qu'il doit en être autrement. Les manifestations sportives féminines doivent être représentées à la télévision de façon paritaire avec les manifestations masculines. Le décret du 24 décembre 2004 énumère les 21 évènements d'importance majeure que les téléspectateurs-trices doivent pouvoir regarder à la télévision. Il doit intégrer la **Coupe du monde de football féminin** qui n'y figure même pas. Cette modification permettrait à France Télévision d'assumer ses missions de service public en programmant ces matchs à des heures de grande écoute, ce, dès la prochaine Coupe : du 26 juin au 17 juillet 2011.

Signez la pétition en ligne : <http://femmes-solidaires.org/spip.php?rubrique25>. En Loire Atlantique, Femmes Solidaires relaie aussi l'opération nationale «**Toutes en moto**» avec un défilé le 11 mars à Nantes d'équipages pilotés par des femmes, et organise 2 évènements :
- à Montoir de Bre-

tagne : du 8 au 17 mars expo-photos « Arrêt sur image : les Montoirines » à l'office socio-culturel (Vernissage 9 mars à 18 H 30 dans le hall de l'OSCM)
- à St Joachim : samedi 10 mars à 17h30 : débat sur « Les femmes en politique » au centre Georges Brassens.



Evènements, culture, idées.

Qui sont les "nouveaux prolétaires" ?

Dynamiques actuelles et habits neufs d'une notion ancienne

Le but de ce livre est d'examiner de plus près, l'archipel que constituent les nouveaux prolétaires, de s'interroger sur les ruptures et les continuités des situations de précarité, d'observer les sphères sociales touchées par la vulnérabilité, d'analyser les impacts des nouveaux modes de gestion de la main d'oeuvre.

• Le livre retrace l'histoire des prolétaires, ces travailleurs du capitalisme, depuis l'avènement de ce système économique au XIXe siècle jusqu'à ses formes les plus contemporaines. Les transformations sont profondes. Les prolétaires ne sont plus assimilables au salariat, du fait de la généralisation de ce statut. Ils ne sont plus seulement des ouvriers, du fait de la tertiarisation de la société. Ils ne sont plus exclusivement des travailleurs, dans un contexte de chômage de masse. Alors, pourquoi continuer d'utiliser ce terme? Les dénominations de pauvres, de précaires, d'exclus ne sont-elles pas plus adaptées? Celle de prolétaires - définis comme les dominés de la société, dont l'emploi et les protections qui l'accompagnent sont incertains, ce qui entame leur situation matérielle et leur capacité à se projeter dans l'avenir, tant au plan professionnel que personnel - conserve des vertus non-négligeables.

• Cette notion de prolétaires insiste d'abord sur

la dimension relationnelle du social. Les groupes sociaux ne se définissent pas seuls, mais bien en relation les uns avec les autres?

des forces et de domination des patrons sur les travailleurs. Plus largement, le terme impose la question de la distribution des richesses et donc

riés en position de faiblesses et d'insécurité. Ils forment aussi la vaste armée de réserve, comme sans-emploi soumis au diktat du travail, en tant que source de revenu, mais aussi comme unique moyen d'échapper au stigmate de l'assisté, du paresseux. Le contrôle renforcé sur les chômeurs et les pressions pour qu'ils restent "actifs" (RSA) sont le signe d'un recours au travail comme instrument d'ordre et de discipline des corps et des esprits.

• Enfin, reprendre le concept marxiste engage à penser ensemble condition objective et représentation subjective de ce groupe social, et ainsi à s'interroger sur le potentiel contestataire de ces nouveaux dominés. Les mobilisations de "sans" et de précaires émaillent bien l'actualité, mais il est difficile d'identifier une classe sociale de prolétaires aujourd'hui, sous l'effet de l'éclatement des collectifs de travail et de la pression du chômage. La lutte des classes a lieu dans l'univers du travail et dans l'espace public, mais aussi et peut-être surtout dans les mentalités. L'essentiel est alors de toujours interroger ce qui semble être du sens commun, mais relève davantage de l'idéologie dominante, pour garder ouvert le champ des possibles. Sarah Abdelnour, *Les nouveaux prolétaires*, Textuel, petite encyclopédie critique, 2012, 140 p., 9,90 €.

C'est ce que montraient Engels et Marx en posant que "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes". Ainsi, parler de prolétaires réintroduit un regard plus antagonique sur la société, permet de repenser les relations de travail, non pas à la manière des managers comme un univers de collaboration et d'équité, mais bien comme lieu de rapport

celle des inégalités, alors que dans le contexte de crise, les inégalités se creusent en raison de l'envolée des revenus des plus riches, surtout ceux du capital.

• La référence au prolétariat permet ensuite d'insister sur la centralité du travail comme déterminant de la position matérielle et symbolique des individus. Les nouveaux prolétaires apparaissent alors comme des sala-



Qui sont les nouveaux prolétaires ?

Sarah Abdelnour

textuel

LIRE

Le révisionnisme historique de M. Le Pen

On ne peut rester sans réagir face à l'histoire telle qu'elle est si souvent travestie et déformée par la présidente du Front national. Devant le tissu de contre-vérités, de calomnies, de falsifications historiques qui nourrissent systématiquement ses discours et les symboles qu'elle agite, il est apparu à l'auteur - lui-même professeur d'histoire dans un lycée professionnel et secrétaire national du PG - que c'était un enjeu de première importance de revenir aux faits pour rétablir la vérité, et remettant à l'endroit ce qu'elle met à l'envers.

Le FN est engagé méthodiquement, depuis sa création, dans une entreprise consciente de manipulation idéologique et, donc, de l'histoire. Désormais, Marine Le Pen attaque en justice ceux qui la caractérisent comme "fasciste". Elle refuse le qualificatif d'extrême droite, lui préférant celui de "droite nationale et populaire", qu'elle juge plus présentable. Sans vergogne et par antiphrase, elle se définit même à présent comme républicaine et laïque. La réalité est totalement différente : celle que l'on dit plus conséquente que son père, n'est-elle pas en fait plus radicale que lui ? Afin de se donner une coloration vaguement sociale et de gauche, le FN se revendique honteusement de Victor Schoelcher, Roger Salengro, Jean Jaurès, Georges Marchais et d'autres...

L'objectif de l'auteur est de démontrer qu'au contraire, la plupart des références historiques de Mme Le Pen, qui nourrissent nombre de ses discours, interviews, écrits, puisent bien en réalité leurs racines et leur inspiration dans les figures classiques de l'extrême droite contre-révolutionnaire, et de tous ceux qui sont restés fondamentalement hostiles à la République et à la laïcité. Même s'il en vole les mots, le FN des Le Pen, père et fille, qui kidnappe les noms de quelques-unes de ses grandes figures, n'a rien à voir avec l'histoire de la République et le combat pour la laïcité. Démonter leurs mensonges historiques est ainsi l'un des terrains essentiels de la lutte contre l'extrême droite.

Malgré son titre médiocre et des références incomplètes - y manquent les travaux pionniers de Maryse Souchard sur le discours du FN -, un livre d'actualité très utile.

A. Corbière, *Le Parti de l'étrangère, Marine Le Pen contre l'histoire républicaine de la France*, Ed. Flibuste/Tribord, 2012, 185 p., 6 €.

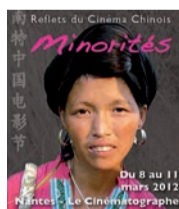


VOIR...

Les minorités ethniques vues par le cinéma chinois

Le Cinématographe, 12 rue des Carmélites Tél. 02 40 47 94 80
Jeudi 8 mars 18h30 Le voleur de chevaux
20h30 La rizière (avant-première en présence de la réalisatrice)
Samedi 10 mars 19h00 La rivière Tumen
21h00 Kekexili, la patrouille sauvage
Dimanche 11 mars 14h30 Le fusil de Lala (inédit)
18h30 Mongolian ping-pong
14 - 17 mars Les démons à ma porte C.I.L. Amphithéâtre 405, chemin de la Censive du Tertre Tél. 02 40 14 12 99

Vendredi 9 mars 14h30 Le gardien de chevaux (entrée libre). Avec le Centre Interculturel de Documentation, Ateliers Chantiers, 2 bd L. Bureau. Du 6 au 29 mars Exposition photo de Florence Gilbert et Jean-Michel Nicolau
Vendredi 9 mars 18h00 Conférence : Minorités en Chine et leurs représentations dans le cinéma chinois, par Mme Kuo-Quiquemelle, CNRS. (entrée libre)



MÉDIAS

Crise des sondages

Bonne nouvelle, les sondages vont mal. L'indicateur le plus flagrant de cette crise de régime de la démocratie sondagière est l'explosion de non-réponse aux enquêtes. Du coup, les redressements opérés pour compenser les réponses manquantes sont plus substantiels et, avec eux, la part inévitable de manipulation du sondeur s'accroît. Les entreprises de sondages espèrent trouver une solution à cette grève des sondés par le recours aux sondages en ligne. Mais ils souffrent

alors d'un grave manque de fiabilité, et d'une perte de crédibilité.

Ce petit livre nous aide à ne pas nous contenter d'un simple rejet intuitif des sondages, face à leur présence envahissante. C'est une oeuvre de salubrité publique d'en mieux maîtriser les rouages et d'en comprendre les limites, ce à quoi s'attachent ici trois spécialistes à travers trois entretiens.

Un sondage, nous explique d'abord P. Lehingue ("la fausse science des sondages"), est un produit scientifique de plus en plus frelaté. Pour R. Caveng, c'est, ensuite ("une économie de la précarité") un produit commercial,

fruit d'une concurrence féroce et d'un dumping social éhonté. C'est enfin, comme le souligne A. Garrigou ("la démocratie au péril des sondages") l'objet de prédilection - à la fois marchandise, arme et totem - d'une clique politico-médias, qui ne cesse, à travers eux, de vicier la vie démocratique.

Patrick Lehingue
Rémy Caveng
Alain Garrigou

Sondages
Souriez,
vous êtes manipulés



Préface de François Delapierre

politique à gauche | Bruno Leprince

Coll., "Sondages, souriez vous êtes manipulés", Ed. B. Leprince, 2011, 95 p., 5 €.

près de vous

Moins de chambres régionales des comptes

Un décret du Premier ministre publié vendredi 24 février officialise la suppression de sept chambres régionales des comptes, parmi les plus petites. Au-delà des incertitudes sur l'avenir des deux cents agents concernés par les déménagements futurs, les syndicats du secteur se montrent inquiets des risques pour la qualité du contrôle des comptes locaux. Une crainte partagée par les directeurs financiers des collectivités. Les fermetures prendront officiellement effet le 2 avril 2012. Dans les faits, les déménagements n'auront lieu que dans le courant de l'année 2012 et nécessiteront une transition de "deux ans", a assuré le président de la Cour des comptes, Didier Migaud.

Vertou

Michel Gouty, élu de Vertou réagissait le 27 Février à la position de 2 élus d'opposition UMP de Nantes-Métropole : Sophie Jozan et Laurent Dejoie qui dénonçaient globalement le manque de démocratie et de transparence à Nantes-Métropole. C'est ainsi que sur la question du tourisme, M. Laurent Dejoie, maire de Vertou déclarait : « il ne faut pas oublier non plus le tourisme de proximité ».

Quelle surprise alors que ce même M. Laurent Dejoie a fermé le camping municipal de Vertou sans aucune concertation préalable des élus, des associations et de la population. Cette décision a été annoncée en commission des affaires sportives quelques jours seulement avant le conseil municipal. Une pétition avait alors rassemblé 1200 vertoviens et réclamait la réouverture et la revalorisation du camping municipal. Dans un communiqué repris par la presse locale M. Gouty souligne en effet que « M le Maire qui, soit disant, a le souci de la démocratie à Nantes-Métropole, a refusé dans sa commune toute écoute, toute discussion, toute étude sérieuse et imposé sa décision. » Ainsi, M. Laurent Dejoie et la droite jamais à cours de bonnes intentions ont dans les faits affaibli le tourisme sur Vertou et n'ont promu en aucun cas le patrimoine de ce secteur qu'il soit viticole ou culturel.

Solidarité avec les élus khurdes

M. Osman Baydemir, maire de la ville de Diyarbakir et président de l'Union des municipalités du sud-est anatolien (GABB) a répondu au soutien aux élus khurdes exprimé par l'ANECR. Dans un courrier adressé à Dominique Adenot, maire de Champigny-sur-Marne et président de l'ANECR, M. Baydemir soutien la proposition qui lui a été faite de parrainage entre élus khurdes et français. En outre, il propose que l'ANECR participe à la fondation d'un « réseau de solidarité des maires et administrateurs locaux élus », interprofessionnels pour reconnaître la place des organisations salariées. Plus d'informations sur ce soutien aux élus khurdes sur www.elunet.org

L'invité

■ Région Pays de la Loire

« Ordipass »

En lançant son plan de développement des usages numériques dans les écoles le 25 novembre 2010, Luc Châtel utilisait cette belle formule « l'avenir de l'école ne s'écrit pas à la craie ». Tant mieux car avec les vagues successives de suppressions de postes d'enseignants, 66 000 depuis 2007, les mains pour tenir les craies sont de plus en plus rares ! Ce plan présenté comme ambitieux s'est révélé, là-encore, être seulement un effet d'annonce sans lendemain destiné à masquer les insuffisances de la politique éducative gouvernementale ! Aujourd'hui la France est au 24ème rang pour la maîtrise de l'outil numérique en milieu scolaire par les enseignants. Pour que les usages bougent, il faudrait déjà que le plan Châtel soit une réalité en termes de formation initiale et continue des enseignants. **A contrario, la conception de l'école portée par la majorité régionale a de l'ambition pour tous les jeunes car si les conditions nécessaires leur sont offertes tous les jeunes peuvent réussir leurs parcours.** Dans un contexte où l'Etat veut obliger les collectivités à réduire leurs dépenses pour l'éducation notamment, nous faisons un choix majeur : celui de miser sur la jeunesse et sur l'intelligence.

Après une expérimentation menée dans 15 lycées et 4 CFA, nous avons décidé de généraliser le dispositif « Ordipass » ou l'acquisition d'un ordinateur portable pour les jeunes issus de familles à revenus modestes. **Le principe : payer 20 à 200 euros un matériel coûtant normalement 500 euros, les critères retenus étant les parts de bourses pour les lycéens et le quotient familial pour les apprentis. Elle concerne tous les jeunes entrant dans un cycle de formation. Elle fait suite à plusieurs mesures désormais symboliques mises en place par la Région telles la gratuité des manuels scolaires ou la dotation en équipements professionnels.** La droite a des doutes sur la nécessité d'une telle mesure ! Il est temps pour ses représentants d'ouvrir les yeux sur le quotidien d'un grand nombre de nos concitoyens qui, après 5 ans de sarkozysme, ne vivent plus dans le monde édulcoré des Bisounours. Avec cette nouvelle aide régionale, aucun jeune ne pourra être écarté de l'utilisation des services numériques qu'il propose (vie scolaire, ressources pédagogiques, travail collaboratif) notamment hors de l'établissement. 5909 demandes dont 4410 validées par les établissements, 2173 participations à hauteur de 20 euros c'est-à-dire globalement la moitié des boursiers supérieurs à 10 parts : les chiffres parlent d'eux-mêmes ! Il s'agit donc bien de réduire la fracture numérique et de démocratiser l'accès au numérique pour améliorer la réussite des jeunes les plus défavorisés.



Véronique Mahé

Conseillère régionale
Conseillère municipale

L'activité

■ Région

Quant la région soutient les IUT

En juin prochain, les étudiants en alternance du DUT et de la Licence professionnelle Qualité, Logistique Industrielle et Organisation (QLIO) de l'IUT de Nantes partiront en voyage au Benelux pour visiter le port d'Anvers, le marché aux fleurs d'Amsterdam. Ils découvriront ainsi le fonctionnement de ces plates formes logistiques indispensables à l'économie de ces pays, tout comme l'est le port de Nantes/st Nazaire pour l'industrie des Pays de la Loire. Ce voyage est permis grâce au financement du Conseil Régional, en lien avec le Centre de Formation des Apprentis et l'Université. Il est important de noter qu'à l'heure de l'austérité pour les budgets des facs, l'IUT de Nantes a rejeté le sien lors du dernier conseil d'administration où siège Aymeric Seassau, représentant de la région. « Bien que ne pouvant se suppléer à l'état en matière d'enseignement supérieur, la région s'engage en faveur de la formation professionnelle en aidant l'apprentissage et en finançant ce voyage d'étude » indique Aymeric Seassau. Nous rappelons que celui-ci est en charge à la région de la vie étudiante et du bassin d'emploi de St-Nazaire, le voyage de ces étudiants ligériens s'intégrant parfaitement dans cette double compétence. Les élus communistes et républicains mènent ainsi la bataille pour le service public d'enseignement supérieur et la reconnaissance des qualifications de front avec la bataille pour l'emploi des jeunes et le développement de l'industrie en Loire Atlantique.

■ Nantes Métropole

Voyage à Nantes

2012 sera pour Nantes et sa métropole l'année de l'événement « le Voyage à Nantes 2012 ». Outre les lieux de parcours présentant les éléments majeurs du patrimoine nantais (le château, la cathédrale, le lieu unique, le théâtre Graslin etc...), l'inauguration du carrousel des mondes marins et du mémorial de l'abolition de l'esclavage ainsi que le nouvel épisode d'Estuaire Nantes-Saint-Nazaire, constitueront les temps forts de la programmation touristique et culturelle de l'agglomération. **C'est pourquoi lors du dernier conseil communautaire les élus communistes ont soutenu le plan d'actions 2012 de la Société Publique Locale du même nom.** Par la voix de Yann Vince ceux-ci ont tenu à rappeler leur volonté « d'ajouter que la prégnance du patrimoine historique, de son architecture contemporaine comme de notre paysage fluvial nécessite de la part des collectivités une véritable volonté politique au service du plus grand nombre. » C'est l'esprit dans lequel ceux-ci ont souhaité que la SPL, délégataire de la politique culturelle et touristique, puisse continuer à évoluer et se développer.



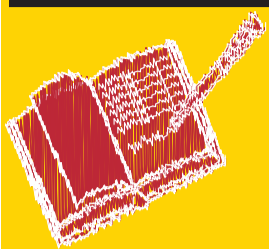
■ Carrefour Market

Non à l'ouverture dominicale

C'était le 7e dimanche de mobilisation contre l'ouverture dominicale au Carrefour Market, depuis le 22 janvier. À l'appel des unions locales CGT de la Basse-Loire et de Saint-Herblain notamment, un nouveau rassemblement a eu lieu sur le parking de l'enseigne. Des représentants de quatorze organisations associatives, syndicales ou politiques étaient présents, mais aussi pour la première fois des candidats aux élections législatives. Marie-Annick Benâtre et sa suppléante Sandrine Fleurimont, au nom du Front de gauche et du Parti Communiste Français, sont venues apporter leur soutien à cette lutte. « Une loi a été déposée par le groupe communiste et républicain du Sénat en ce sens, mais elle est bloquée pour le moment. Le dimanche doit être une journée de loisirs et de repos. » La candidate du Front de gauche sur la 1ère circonscription poursuit : « Le candidat à la présidentielle Sarkozy veut la généralisation du travail le dimanche » ! Là encore le pouvoir de droite s'acharne à déréguler des pans entiers de l'économie et de nos vies. C'est ainsi que le lundi suivant les Unions locales CGT ont eu un rendez-vous à l'Inspection du travail pour vérification des contrats de travail, voir si les stagiaires des écoles ont été employés, et faire le point sur ce dossier du travail le dimanche. La lutte continue ...



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Assemblées citoyennes

Mercredi 14 mars : salle Marguerite Duras manoir n°3 de St Etienne de Montluc à 18H30 sur la politique énergétique.

Jeudi 15 mars : salle du champ de foire de Clisson à 20H30 sur la santé et la protection sociale.

Mardi 20 mars : salle Paul Bouin de Basse Goulaine à 20H30 sur la dette et la crise financière.

Ciné-débat

Lundi 16 mars : Projection et débat sur le film « les nouveaux chiens de garde » à 20H30 au cinéma concorde de Nantes.

Manifestation et meeting

Dimanche 18 mars : Manifestation et meeting du Front de gauche à partir de 14H00, place de la Nation à Paris.

Le 18 mars le peuple se met en marche pour la 6ème République

A l'occasion de l'anniversaire du début de la Commune et au lendemain du dépôt officiel des candidatures à la présidentielle, le Front de Gauche appelle le peuple à reprendre la Bastille. Traité de Lisbonne, Traité Merkel Sarkozy, réforme des retraites, TVA sociale... La monarchie présidentielle de la 5ème république réduit le pouvoir du peuple à une élection tous les 5 ans. Les grands médias et les sondages étouffent le débat sur une véritable alternative. Il faut en finir avec ce système, c'est ce que propose le Front de gauche, les organisations politiques qui le compose et les citoyen(ne)s engagés dans la démarche. Nous voulons une 6ème république qui instaure un régime parlementaire légitime, de nouveaux droits pour les salarié(e)s dans les entreprises, l'indépendance de la justice et des médias, un nouveau traité européen et un référendum.

REPRENONS LA BASTILLE !

MARCHE POUR LA 6^e RÉPUBLIQUE

DIMANCHE 18 MARS

DÉPART 14H NATION



INTERVENTION À LA BASTILLE DE JEAN-LUC MÉLENCHON

www.placepeuple2012.fr



Le cortège sera émaillé d'animations musicales et théâtrales et de discours politiques. Il partira de la place de la Nation et rejoindra la place de la Bastille, haut lieu de la révolution de 1789. Place de la Bastille, un meeting du Front de gauche fermera la marche et rappellera qu'une autre société et un autre monde sont possibles. Tous ensemble, faisons en sorte qu'il soit dynamique. Alors le 18 mars reprenons la Bastille !

Des car au départ de la Loire-Atlantique sont prévus :

Au départ de St Nazaire : 7H00 à la base sous marine, arrêt place de la Mairie de Trignac à 7H10, arrêt place de la Mairie de Montoir à 7H15.

Au départ de Nantes : 7H30 place de la petite hollandaise (côté place du commerce).

Les retours dans le département sont prévus pour minuit ou 1H du matin.

Pour réserver votre place de car : 02 40 35 03 00 ou par email : pcf44@wanadoo.fr

NON aux expulsions !

Le 15 mars marque la fin de la trêve hivernale. Les expulsions sans relogement vont reprendre, jetant des milliers de familles à la rue. Ces pratiques sont intolérables. Ensemble exigeons l'arrêt des expulsions et des saisies, le respect de la loi DALO et la loi de réquisition, l'accueil des sans logis, le gel des loyers et des charges, la revalorisation de l'aide au logement, la construction de 250 000 logements sociaux par an, la création d'un service public du logement...

Le collectif Non aux expulsions, composé par des organisations associatives et politiques dont le Parti communiste français appellent au :

RASSEMBLEMENT
« Un toit pour tous »
Vendredi 9 mars à 17H
Place du Change à Nantes

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



Vite lu...

8 Mars : L'égalité se clame dans la rue

Les élections sont là, demain. C'est l'occasion de réaffirmer nos revendications, de sortir Sarkozy et les siens et nous ferons tout pour. Mais c'est aussi le moment privilégié pour les candidatEs de dresser toute une liste de mesures à adopter mais aussi, au nom des problèmes prioritaires qu'il faut résoudre prioritairement avec des mesures prioritaires, rendre les femmes et leur situation invisible comme e0st invisible le travail domestique que les femmes se coltinent à longueur d'années.

Nous en avons marre d'être invisibles...

Nous en avons marre de ne pas bénéficier de nos droits fondamentaux, inscrits pourtant dans la loi...

Nous en avons marre de ne pas avoir l'égalité salariale et de pas pouvoir avorter parce que c'est trop tard, parce qu'on n'a pas trouvé de Centre IVG, et de faire tout le travail domestique et de s'entendre dire que c'est pas vrai, qu'on n'a pas été violées et de voir nos retraites rognées au nom de la lutte contre leur dette et leurs déficits et de voir Marine Le Pen se positionner comme la sauveuse universelle alors qu'elle ne distille que la haine et ne veut surtout rien changer à ce système libéral, de nous entendre dire que faire des dizaines de passes par jour c'est la libre disposition de son corps. **Nous en avons marre d'être une cerise sur le gâteau, un supplément d'âme, un « de surcroît » dans un discours.**

Pour le clamer dans la rue, à l'appel d'associations, organisations syndicales et politiques dont le PCF44, rassemblement le 10 mars 14h devant Préfecture à Nantes.



Démocratie pour le Sénégal !

Par Pauline Fleurimont

Il y a un an maintenant, plusieurs pays d'Afrique se soulevaient contre les pouvoirs en place, faisant tomber dictateurs, tyrans et systèmes

répressifs, diffusant partout dans le monde un souffle d'espoir sur nos luttes. Bien que la situation soit différente, le Sénégal n'hésite pas à manifester son indignation face à un système qui, comme bien d'autres, ne fait que favoriser les plus riches, délaissant cruellement les plus démunis, c'est à dire l'ensemble du pays. Une situation bien connue qui nous révolte,

nous, jeunes communistes, d'autant que, parmi ces hommes et ces femmes, il y a des millions de jeunes ! En effet, **ce sont eux les premières victimes de la précarité et du chômage dont le taux dépasse large-**

« Un système qui, comme bien d'autres, ne fait que avoriser les plus riches, délaissant cruellement les plus démunis, c'est à dire l'ensemble du pays »

ment les 40%. « Les Sénégalais feront tout pour que Wade ne repasse pas en 2012 [...] et s'il repasse, ça va pêter », voilà ce qu'a pu confier un jeune sénégalais du village de M'Bour, à quelques kilomètres de Dakar en février dernier. Les sénégalais sont bel et bien décidés à changer les choses. Alors qu'un deuxième tour

semble se préparer entre les candidats Wade (parti démocrate) et Macky Sall (Alliance pour la république), les tensions grandissent partout et se font sentir dans les villes pour dénoncer la volonté de Wade de se représenter une troisième fois alors qu'il est âgé de 92 ans... « Wade est beaucoup trop vieux, il doit laisser sa place. En plus, il ne respecte pas la constitution ! » répond une sénégalaise lorsqu'on lui demande comment elle voit les choses. **La candidature de Wade est effectivement contraire à la constitution qui limite à deux le nombre de mandats possibles. Une constitution que Wade avait lui-même modifié lors de son premier mandat (de 2000 à 2007)...** C'est donc pour dénoncer l'hypocrisie d'un homme qui abuse clairement de son pouvoir que se révolte le Sénégal aujourd'hui.